

# La gauche de la gauche, favorite des élections législatives néerlandaises

Corinne Deloy

Analyse  
1 mois avant  
le scrutin

Le 25 avril dernier, Mark Rutte (Parti populaire pour la liberté et la démocratie, VVD), Premier ministre néerlandais, remettait à la reine Beatrix la démission de son gouvernement, qui, outre le VVD, rassemble l'Appel chrétien-démocrate (CDA) et le Parti politique réformé (SGP). Aux Pays-Bas, ces démissions sont fréquentes et se sont encore accrues ces dernières années : les 6 derniers gouvernements ont en effet démissionné avant la fin de leur mandat et le pays a connu 5 gouvernements différents au cours des 10 dernières années. Au total, depuis 1945, seules 5 coalitions sont restées en poste le temps d'une législature.

Le paysage politique du royaume est de plus en plus instable. Les 3 « grands » partis traditionnels – l'Appel chrétien-démocrate, le Parti populaire pour la liberté et la démocratie et le Parti du travail (PvdA) – qui rassemblaient 90% des suffrages dans les années 1950 attirent désormais moins de la moitié des électeurs. De nouveaux partis politiques sont apparus dès les années 1960 qui ont bouleversé l'échiquier politique et entraîné une nouvelle distribution des votes. Dans les années 1990, la crise économique, qui a fortement affecté l'Etat providence en brouillant les lignes de clivage entre les partis, a encore accru l'instabilité du vote des Néerlandais. Si les deux blocs gauche/droite rassemblaient toujours une proportion équivalente d'électeurs, ces derniers sont devenus de plus en plus nombreux à passer de l'un à l'autre ou à changer de parti au sein d'un même camp. Enfin, l'apparition dans les années 2000 de partis populistes – ou plutôt de nouveaux hommes politiques dont Pim Fortuyn, assassiné quelques jours avant les élections législatives du 15 mai 2002, a été le précurseur – a encore fragilisé la loyauté des électeurs néerlandais envers leurs partis politiques. Première conséquence de cette fragmentation : l'absence de parti dominant, à droite comme à gauche, qui rend difficile la formation d'une coalition gouvernementale solide et cohérente. Jusque dans les années 1990, les gouvernements regroupaient 2 partis. Ce chiffre est passé à 3 au cours des 20 dernières années. Dorénavant, 4, voire 5 partis sont nécessaires pour s'assurer une majorité parlementaire.

Après les élections législatives du 9 juin 2010, 4 mois de négociations avaient été nécessaires à Mark Rutte pour former une coalition gouvernementale, la première dirigée par un libéral depuis 1913 et le premier gouvernement minoritaire depuis la Deuxième Guerre mondiale. En échange de son soutien, le Parti de la liberté (PVV) du populiste Geert Wilders avait obtenu la reprise de plusieurs mesures de son programme, notamment l'interdiction du voile intégral et une réduction de l'aide au développement.

22 partis au total sont en lice pour les élections législatives du 12 septembre prochain, dont 12 nouveaux parmi lesquels 50 Plus, le Parti anti Europe, le Parti pirate et Virage démocratique politique, issu de la fusion de Fiers des Pays-Bas dirigé par l'ancienne ministre de l'Immigration et de l'Intégration (2003-2006) Rita Verdonk et du Parti des citoyens indépen-

dants fondé en avril dernier par Hero Brinkman, ancien député du PVV.

## La crise politique

Le 5 mars 2012, les partis du gouvernement entamaient des négociations autour des réformes nécessaires à la

réduction du déficit budgétaire du pays (4,7% du PIB en 2011, soit 28 milliards €). Selon le Bureau central du Plan (CPB), le gouvernement doit réaliser environ 16 milliards € d'économies en 2013 pour répondre aux normes du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne. Parmi les mesures prévues dans le projet de budget 2013 figuraient une hausse de 2 points de la TVA, un gel du salaire des fonctionnaires, une réduction du budget alloué au secteur de la santé et de l'aide aux pays en développement.

Le 21 avril, Geert Wilders claquait la porte des négociations, refusant de voter « des mesures dictées par Bruxelles qui pénalisent trop le pouvoir d'achat des Néerlandais ». « Nous l'avons dit depuis les premiers jours, la règle des 3% n'est pas sacrosainte pour nous » déclarait le leader populiste. « Ma loyauté va en premier lieu aux Pays-Bas et non à Bruxelles. Nous sommes les maîtres dans notre maison, dans notre pays. Ce projet n'était pas dans l'intérêt des électeurs du Parti de la liberté. Nous ne voulons pas soumettre nos pensions de retraite à une saignée à cause du diktat de Bruxelles. Je n'accepte pas que les personnes âgées doivent payer pour d'absurdes revendications bruxelloises (selon Geert Wilders, les mesures proposées entraîneront une perte de 3% de pouvoir d'achat pour les personnes âgées). Nous n'allons pas laisser nos aînés payer pour les fraudeurs grecs. Il faut venir avec un paquet de mesures qui ramène les dépenses publiques en ordre mais qui étouffe moins les citoyens » affirme Geert Wilders qui condamne les réformes qu'il qualifie de frein à la croissance entraînant une hausse du chômage. En réalité, conscient que l'acceptation des réformes demandées ne manquerait pas de lui faire perdre des voix, le leader du PVV a préféré briser lui-même son alliance avec les partis gouvernementaux plutôt que prendre le risque d'en être chassé.

« Ce départ de Geert Wilders, c'est clairement pour attirer les électeurs, c'est un pari sur les personnes âgées afin que celles-ci se disent qu'il se préoccupe de leurs problèmes » a souligné Rene Tissen, professeur d'économie politique de l'université de Nyenrode. « C'est la dernière chance pour Geert Wilders de frapper un grand coup » a affirmé Alfred Pijpers, professeur de science politique de l'université d'Amsterdam. « Il préfère sortir de la coalition gouvernementale que perdre sa crédibi-

lité en soutenant les coupes douloureuses demandées par l'Europe » a souligné Costas Gemenis de l'université de Twente.

La commissaire européenne à la Stratégie numérique Neelie Kroes (VVD) s'est dite « choquée du comportement irresponsable de Geert Wilders ». « Il ne s'agit pas d'appliquer des règles imposées par Bruxelles ou de parler du « diktat bruxellois. Le gouvernement néerlandais s'est lui-même exprimé de façon très claire en faveur des objectifs budgétaires. Les Pays-Bas sont absolument convaincus, à juste titre, qu'il faut prévoir le financement durable de l'ensemble de l'Europe » a-t-elle déclaré.

Durant des mois, les tensions sont allées en s'accroissant entre le PVV et les partis gouvernementaux, au point que beaucoup ont été soulagés de la fin de l'expérience de ce gouvernement de droite soutenu par les populistes. Le parti populiste a démontré qu'il n'était ni stable ni responsable en ce temps de crise et son soutien – indispensable – au gouvernement a finalement entraîné la chute du gouvernement.

A l'issue de la démission du gouvernement de Mark Rutte, 5 partis politiques – le Parti populaire pour la liberté et la démocratie, l'Appel chrétien-démocrate, Démocrates 66, la Gauche verte (GL), l'Union chrétienne (CU) – ont finalement signé le 26 avril l'accord qui a permis de boucler le budget d'austérité de 2013. Parmi les mesures, on trouve l'augmentation de taux de TVA (de 6% à 7% et de 19% à 21%) (4 milliards € d'économies prévues) ; la réduction du budget de la santé (qui représente 10% du PIB en 2012), notamment par l'augmentation de la franchise de 200 à 400 € (ce qui permettra de réaliser un milliard € d'économies) et la diminution du remboursement des médicaments ; l'assouplissement du droit de licenciement (en échange du maintien de la durée de l'allocation de chômage) ; l'augmentation des impôts sur le tabac, l'alcool et les énergies fossiles ; la révision du système de bourses universitaires ; le relèvement progressif de l'âge légal de la retraite à compter de 2013 (celui-ci devrait passer à 66 ans en 2020 et à 67 ans en 2025) ; le gel (durant 2 ans) des salaires de la fonction publique et des prestations sociales ; la baisse des dépenses de la coopération internationale et la multiplication par deux des nouvelles

taxes bancaires. Ces réformes devraient entraîner une baisse du pouvoir d'achat des ménages néerlandais.

L'accord (3,6 milliards € d'économies et 8,3 milliards € de recettes supplémentaires sous forme de taxes et de cotisations plus lourdes pour les ménages) permet de répondre durant un an aux exigences de Bruxelles et de réaliser 12 milliards € d'économies.

### Les forces politiques en présence

Comme l'ensemble des pays européens, les Pays-Bas sont confrontés à la nécessité d'assainir leurs finances publiques, et notamment leur déficit budgétaire. Le pays est pourtant – avec l'Allemagne, le Luxembourg et la Finlande – l'un des seuls Etats membres de l'Union à être noté AAA par les agences de notation. Sa dette publique est maîtrisée (65,52% du PIB en 2011), la croissance du PIB a été de 1,1% l'an passé et le taux de chômage, qui atteignait 5% il y a un an, s'établissait à 6,2% en avril 2012. Les Pays-Bas sont cependant en récession et les investissements des entreprises et la consommation des ménages sont en baisse. Les questions socioéconomiques, et notamment le choix des secteurs dans lesquels les dépenses doivent être réduites, sont donc au cœur de la campagne électorale.

Dans son programme, le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) prévoit de nouvelles économies, notamment dans le secteur de la protection sociale (9 milliards €), de la santé (7 milliards), de la fonction publique (8 milliards) et dans l'aide au développement (3 milliards). Le parti veut par exemple relever la franchise médicale et l'appliquer aux visites chez les médecins généralistes mais également réduire la durée de versement des allocations chômage. Il prévoit également des investissements dans l'éducation, les infrastructures, la sécurité et des allègements de charges (à hauteur de 5 milliards). Le VVD est le seul parti qui prévoit de réduire le déficit budgétaire en une seule législature.

Le Premier ministre sortant, Mark Rutte, conduira la liste du VVD le 12 septembre prochain.

Le leader des travaillistes, Diederick Sansom, regrette que le gouvernement s'accroche au seuil des 3% du Pacte de stabilité et de croissance. Pour le PvdA, la

réduction du déficit budgétaire de 4,6% à 3% du PIB dès 2013 est néfaste à la population et à l'économie néerlandaises. Les travaillistes, qui se sont fixés pour objectif d'atteindre un déficit budgétaire de 1% en 2015, privilégient des mesures qui tiennent compte des inégalités de revenus et une taxation plus lourde des revenus les plus élevés. Ils s'opposent ainsi à toute coupe budgétaire dans le secteur de l'éducation. Diederick Sansom a succédé au début de l'année à Job Cohen, ancien maire d'Amsterdam, à la tête du PvdA. Le 20 février, ce dernier, avait annoncé sa démission en déclarant : « *La tâche du PvdA est d'offrir des perspectives aux gens, surtout en cette période de crise. En tant que leader politique, vous vous devez de démissionner lorsque vous ne pouvez pas y arriver de manière efficace* ». Des propos qui ne facilitent pas la tâche de son successeur. Diederick Sansom mène une politique de rapprochement avec le Parti socialiste (SP), positionné à la gauche de la gauche. « *Regardez dans le Brabant, à Nimègue puis dans beaucoup d'autres villes, le Parti socialiste a montré ses capacités à diriger* » a-t-il déclaré. Les 2 partis de gauche diffèrent cependant nettement au niveau international et européen.

Le programme travailliste pour les élections législatives, intitulé *Les Pays-Bas plus sociaux, plus forts*, est centré sur la croissance et les emplois. Il prévoit l'annulation de l'augmentation de la TVA, l'imposition à 60% des revenus supérieurs à 150 000 €, la restructuration du secteur bancaire, la restriction des bonus, la création d'une banque nationale d'investissement pour les petites et moyennes entreprises, la déductibilité de 30% des intérêts hypothécaires. « *Cette crise ne peut pas être combattue hors du cadre européen* » affirme Diederick Sansom.

La liste de la Gauche verte (GL) sera conduite par Jolande Sap qui, avec 84,9% des suffrages, a remporté au printemps dernier l'élection primaire face à Tofik Dibi. Le programme des écologistes propose entre autres l'établissement d'un taux de TVA de 19% pour la viande, la suppression sur 25 ans de la déductibilité des intérêts hypothécaires, la contribution à la retraite de base des retraités ayant des revenus élevés et une évaluation de la prime d'assurance de santé en fonction des revenus. La Gauche verte souhaite égale-

ment la mise en place de quotas de 30% minimum du pourcentage de femmes dans les sociétés cotées en bourse, l'interdiction pour les fonctionnaires de refuser de marier des couples du même sexe et enfin la création d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Almere et Utrecht-Breda. Le programme écologiste met bien sûr l'accent sur les économies d'énergie (évaluées à 3% par an) et souhaite que le pays utilise 100% d'énergies propres en 2050. La Gauche verte a déclaré qu'elle souhaitait gouverner avec les travaillistes et les socialistes.

Le programme des Démocrates 66 est fondamentalement pro-européen. « *La crise est une opportunité pour réaliser des réformes après des années de stagnation* » peut-on y lire. Le D66 défend « *une véritable union politique européenne* ». Les Démocrates 66, comme la Gauche verte, pourraient cependant payer le 12 septembre leur soutien à l'accord de printemps en avril dernier.

L'Appel chrétien-démocrate est en baisse constante dans les urnes depuis bientôt dix ans. Le 18 mai dernier, Sybrand van Haersma Buma, président du groupe parlementaire du parti, a été élu à la tête du parti par 51,4% des suffrages. Dans son livre *Ensemble, nous ferons plus*, Sybrand van Haersma Buma reconnaît que les partis populistes, s'ils n'apportent pas de solutions aux problèmes de la société, savent parfaitement percevoir le mécontentement des citoyens. En réponse aux difficultés actuelles, le CDA propose de réformer la gestion du système bancaire (accroissement de la responsabilité des banquiers) et de créer un conseil de l'ordre pour cette profession.

### Le danger populiste

Les Pays-Bas ont la particularité, peu fréquente en Europe, de posséder 2 partis populistes, l'un de gauche et l'autre de droite, en forte hausse dans les enquêtes d'opinion (notamment celui de gauche) à quelques semaines des élections législatives.

Le Parti socialiste (SP) est en effet depuis plusieurs mois le premier parti du royaume. Ce phénomène s'explique par la popularité de son leader Emile Roemer, sacré homme politique de l'année et personnalité la

plus populaire du pays par l'hebdomadaire *Hp/De Tijd*. La percée des socialistes dans les enquêtes d'opinion se fait aux dépens du PVV de Geert Wilders. Les 2 partis partagent en effet le même électorat, à savoir les catégories socioprofessionnelles les plus exposées qui se sentent marginalisées et sont opposées aux réformes de l'Etat-providence et à l'Union européenne à laquelle ils imputent leurs difficultés. Le SP attire en outre de nombreux salariés du secteur public, un grand nombre de personnes actives au niveau syndical ou associatif et une partie des élites intellectuelles du pays. Le programme socialiste prévoit l'imposition à 65% des personnes qui possèdent plus de 150 000 € d'épargne – opération par laquelle le parti pense pouvoir récupérer 3 millions € – et l'établissement des allocations et de l'assurance santé en fonction des revenus de chacun. Le SP demande le gel des salaires des fonctionnaires percevant deux fois le salaire moyen et l'investissement de 3 milliards € dans l'entretien des infrastructures pour créer des emplois. Il s'engage à préserver le pouvoir d'achat des classes moyennes (environ 30 000 € annuels). Le SP pourrait bien réaliser une percée aux élections législatives du 12 septembre mais beaucoup se demandent s'il sera en mesure de gouverner. Emile Roemer s'est déclaré prêt à former une coalition, si besoin était, avec les libéraux.

Au début du mois d'août, l'un des cofondateurs du SP, Remi Poppe, a mis en garde les membres du SP : « *Si jamais le Parti socialiste obtient un résultat supérieur à celui des travaillistes aux prochaines élections du 12 septembre, le parti ne doit pas de nouveau se laisser mettre hors-jeu par les sociaux-démocrates* » a-t-il souligné. Selon lui, les travaillistes sont trop confiants à l'égard du marché et de sa capacité à résoudre les problèmes. Mais il a ajouté « *On ne peut pas continuer à être contre tout. Si un parti veut gouverner, il est important de prendre une attitude positive. Nous restons opposés au libéralisme et contre les fondamentalistes de la loi du marché. Mais il faut être pragmatique* ».

Le Parti de la liberté (PVV) a la particularité de se situer à l'extrême droite sur les questions sécuritaires mais très à gauche sur la défense de l'Etat-providence et les questions sociales. Surtout, il est opposé à l'Union européenne qu'il considère comme une menace pour l'Etat-providence et, au-delà, pour la société et l'iden-

tité néerlandaises. Après avoir longtemps mobilisé ses électeurs sur le rejet de ce qu'il appelait l'islamisation des Pays-Bas, son leader Geert Wilders a modifié la donne et fait désormais de l'opposition à l'Union européenne son cheval de bataille. Se positionnant comme le porte-parole du peuple contre les élites politiques, il tente de surfer sur l'euro-scepticisme et compte bien faire des élections législatives un véritable référendum sur l'Europe. Le titre de son programme est clair : *Hun Brussel ons Nederland* (Leur Bruxelles, nos Pays-Bas).

### Un référendum sur l'Europe ?

Le PVV s'oppose à la monnaie unique, qui, selon lui, a eu effets négatifs sur la croissance économique du pays et le pouvoir d'achat des Néerlandais, et se bat pour l'introduction d'un nouveau florin. Geert Wilders, qui a pourtant signé fin 2010 un accord avec les partis du gouvernement fixant à 2,8% du PIB le déficit budgétaire maximal et ne s'est jamais opposé aux mesures allant dans le sens d'une plus grande intégration, rejette le Pacte budgétaire européen (appelé traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) signé le 2 mars 2012 à Bruxelles par les chefs d'Etat et de gouvernement de 25 Etats membres de l'Union européenne (tous sauf le Royaume-Uni et la République tchèque). Le leader populiste qualifie le texte d'anti-démocratique, de « *chèque en blanc de 40 milliards € de La Haye à Bruxelles* » et affirme qu'il oblige à de nouveaux transferts de souveraineté des Pays-Bas vers Bruxelles et qu'il « *va contre les intérêts du peuple néerlandais* ». Geert Wilders aimerait réitérer la campagne référendaire du traité établissant une Constitution pour l'Europe de 2005 où son parti avait défendu le « non » au texte européen. L'euro, le Mécanisme européen de stabilité, les bureaucrates non élus, les diktats de Bruxelles sur les coupes budgétaires et l'immigration, tels sont les sujets que le PVV veut à tout prix voir figurer au cœur de la campagne. Pour Geert Wilders, les Pays-Bas doivent « *sortir de l'Europe* ». « *Nous devons nous libérer nous-mêmes de la prison dans laquelle Bruxelles nous a enfermés* » a-t-il déclaré.

« *Plus de Bruxelles n'est pas la solution pour sortir de la crise de la zone euro* » affirme Emile Roemer. Si le SP n'est pas opposé à l'Union européenne, il est

fortement eurosceptique. Il rejette l'austérité imposée aux peuples estimant que l'Union européenne impose à ces derniers d'importants sacrifices tandis qu'elle se montre clémente envers les banques. Emile Roemer s'oppose à la discipline budgétaire européenne qui limite le déficit budgétaire à 3% du PIB et qui, selon lui, bride la relance et accroît le chômage. Il souhaite obtenir deux années supplémentaires pour ramener le déficit au-dessous des 3% exigés par le Pacte de stabilité et de croissance européen (2015). Le leader socialiste est également opposé à une intégration européenne qu'il juge trop rapide. « *Je vais m'opposer franchement à Herman van Rompuy qui veut transférer de plus en plus de pouvoirs aux technocrates de Bruxelles, sans contrôle démocratique, et qui accorde une bonne place au secteur financier. Ce type d'affaires doit être présenté à l'approbation populaire. Si le peuple dit « oui » par référendum, je m'y rallierai bien évidemment* » a-t-il indiqué. Le SP est opposé à une politique d'austérité « *insensée* » pour ramener le déficit public sous la limite européenne des 3%, a assuré le 19 août Emile Roemer. « *Il est très important que nous ne nous mettions pas à économiser de manière insensée* ». Pour les socialistes, la reprise de la croissance ne sera possible que si les marchés financiers sont placés sous le contrôle des Etats. Ils sont favorables à la mise en place de mesures protectionnistes, à la signature par Bruxelles de nouveaux accords sur les conditions de la relance économique et la protection sociale et demandent un contrôle démocratique de la Banque centrale européenne (BCE) qui, outre la régulation de l'inflation, devrait être appelée à stimuler l'économie et à créer des emplois.

### Le système politique néerlandais

Les Etats généraux sont un Parlement bicaméral. La Première chambre (*Eerste Kamer der Staten-Generaal*), le Sénat, compte 75 membres, élus tous les 4 ans au suffrage indirect par les membres des assemblées des 12 Etats provinciaux du royaume. La Deuxième chambre (*Tweede Kamer der Staten-Generaal*), la Chambre des Etats généraux, compte 150 députés élus tous les 4 ans au sein de 19 circonscriptions au scrutin de liste à la proportionnelle intégrale, un système qui favorise l'existence et la représentation d'un grand nombre de partis.

## Elections législatives aux Pays-Bas 12 septembre 2012

Les sièges sont répartis au niveau national entre les listes qui ont recueilli au moins 0,67% des suffrages exprimés à l'échelon national. Le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le quotient national, obtenu en divisant le nombre de voix valides recueillies au niveau national par le nombre de sièges à pourvoir, soit 150. Les sièges non pourvus à l'issue de cette première répartition sont attribués selon le système d'Hondt de la plus forte moyenne.

Tout parti souhaitant présenter des candidats aux élections législatives doit recueillir au minimum 30 déclarations de soutien dans chacune des 19 circonscriptions, soit au total 570 signatures et, si le parti n'est pas représenté à la Deuxième chambre, déposer une caution de 11 250 €, qui sera remboursée si la liste recueille au moins 75% du quotient national.

10 partis sont représentés dans l'actuelle chambre des Etats généraux :

- Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), parti libéral créé en 1948 et dirigé par le Premier ministre sortant Mark Rutte, possède 31 sièges ;
- Le Parti du travail (PvdA), fondé en 1946 et issu du mouvement syndical, est le principal parti d'opposition.

Conduit par Diederik Samsom, il compte 30 députés ;

- Le Parti de la liberté (PVV), parti populiste de droite créée en 2002 par Geert Wilders, possède 24 sièges ;
- L'Appel chrétien-démocrate (CDA), parti de centre-droit né en 1980 de la fusion de 3 partis: le Parti populaire catholique (KVP), le Parti antirévolutionnaire (ARP) et l'Union chrétienne historique (CHU). Dirigé par Sybrand van Haersma Buma, il compte 21 députés ;
- Le Parti socialiste (SP), parti d'extrême gauche conduit par Emile Roemer, compte 15 élus ;
- Les Démocrates 66 (D66) regroupe les libéraux réformateurs de centre gauche. Dirigé par Alexander Pechtold, il possède 10 sièges ;
- La Gauche verte (GL), parti écologiste conduit par Jolande Sap et fondé en 1989, compte 10 députés ;
- L'Union chrétienne (CU), née en janvier 2000 de la fusion de la Fédération politique réformée (RPF) et de l'Alliance politique réformée (GPV) et dirigée par Arie Slob, possède 5 sièges ;
- Le Parti politique réformé (SGP), fondé en 1918 et conduit par Kees van der Staaij, regroupe l'électorat protestant orthodoxe (calvinistes de stricte obédience), compte 2 députés ;
- Le Parti des animaux (PvdD), fondé en 2002, dirigé par Marianne Thieme, possède 2 sièges.

### Rappel des résultats des élections législatives du 9 juin 2010 aux Pays-Bas

Participation : 75,4%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des voix obtenues	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)</b>	1 929 575	20,5	31
<b>Parti du travail (PvdA)</b>	1 848 805	19,6	30
<b>Parti de la liberté (PVV)</b>	1 454 493	15,5	24
<b>Appel chrétien-démocrate (CDA)</b>	1 281 886	13,6	21
<b>Parti socialiste (SP)</b>	924 696	9,8	15
<b>Démocrates 66 (D66)</b>	654 167	7	10
<b>Gauche verte (GL)</b>	628 096	6,7	10
<b>Union chrétienne (CU)</b>	305 094	3,2	5
<b>Parti politique réformé (SGP)</b>	163 581	1,7	2
<b>Parti des animaux (PvdD)</b>	122 317	1,3	2
<b>Autres</b>	103 241	1,1	0

Source : [http://www.houseofrepresentatives.nl/members\\_of\\_parliament/parliamentary\\_parties](http://www.houseofrepresentatives.nl/members_of_parliament/parliamentary_parties)

A un mois des élections du 12 septembre prochain, le Parti socialiste est donné gagnant par les dernières enquêtes d'opinion. Selon l'institut Synovate, il devrait remporter 32 sièges contre 31 au VVD du Premier ministre sortant Mark Rutte. L'institut Maurice de Hond crédite les socialistes de 37 sièges pour 31 aux libéraux. Le Parti de la liberté de Geert Wilders obtiendrait 17 députés ; les Démocrates 66, 16 ; le PvdA, 15 et le CDA, 14. Selon le quotidien *Telegraaf*, 60% des sympathisants du Parti socialiste seraient défavorables à

la participation du parti à une coalition gouvernementale avec le VVD et la moitié des proches des libéraux seraient opposés à ce que leur parti gouverne avec les socialistes.

Il y a donc peu de chances que le scrutin du 12 septembre prochain permette de constituer une solide majorité parlementaire. « *Toute nouvelle coalition gouvernementale rencontrera les mêmes problèmes que le gouvernement sortant* » affirme Kees Arts, professeur de science politique à l'université de Twente.

## Les socialistes sont en perte de vitesse dans les sondages à une semaine des élections législatives aux Pays-Bas

22 partis au total sont en lice pour les élections législatives qui se tiendront aux Pays-Bas le 12 septembre prochain. Celles-ci sont consécutives à la démission le 25 avril dernier du gouvernement dirigé par Mark Rutte (VVD) qui rassemblait le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), l'Appel chrétien-démocrate (CDA) et le Parti politique réformé (SGP) à l'issue de l'échec des négociations autour des réformes nécessaires à la réduction du déficit budgétaire du pays (4,7% du PIB en 2011).

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

Si le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) et le Parti socialiste (SP) restent dans le peloton de tête dans les enquêtes d'opinion, les derniers sondages révèlent toutefois une remontée du Parti du travail (PvdA).

### L'Europe au cœur de la campagne électorale

« *L'Europe sera la question centrale des élections législatives* » indique André Krouwel, politologue à l'université libre d'Amsterdam. Interrogés sur les sujets qui leur semblent primordiaux à la veille du scrutin, un quart des Néerlandais citent l'Europe ; le thème arrive en 4e position, derrière l'économie, les soins de santé et la sécurité sociale. Cependant, lorsqu'on leur demande de désigner la principale menace au niveau international, la crise de l'euro est mention-

née par près de la moitié des personnes interrogées devant la montée de la puissance chinoise, les catastrophes naturelles ou le terrorisme international.

« *En mai dernier, 61% des Néerlandais estimaient que la Grèce devait sortir de la zone euro. Maintenant que la tempête autour d'Athènes s'est calmée, ce pourcentage a baissé à 51%. A côté de ce comportement versatile, l'enthousiasme de l'électeur néerlandais pour une coopération européenne marque une baisse. Si en mai, 19% de la population était en faveur de la coopération européenne, actuellement, ce pourcentage se situe à 13%. En même temps, la proportion de personnes qui veulent que certaines compétences européennes soient rendues aux Etats membres a augmenté de 27% à 37%* » a indiqué Peter Kanne de l'institut d'opinion TNS-Nipo. Derniers chiffres : un sondage réalisé par l'institut Maurice de Hond publié fin août révèle que la moitié des Néer-

landais (48%) considèrent que l'économie de leur pays souffrirait de l'application de nouvelles mesures d'austérité.

Dans ce contexte, les partis les plus modérés, traditionnellement pro-européens, sont submergés par les partis populistes, PVV à droite et SP à gauche. De fait, tous les candidats au poste de Premier ministre se disent décidés à remettre en cause les engagements européens des Pays-Bas. « *On s'inquiète d'avoir à payer toutes ces subventions aux pays du Sud de l'Europe alors que nous devons, dans le même temps, faire des coupes budgétaires dans notre propre pays* » indique Marcel Boogers, politologue à l'université de Tilburg.

Populistes de gauche et populistes de droite : un « non » à Bruxelles

Le Parti socialiste, fortement eurosceptique, rejette la politique d'austérité, estimant que l'Union européenne impose d'importants sacrifices aux populations tandis qu'elle se montre clémente envers les banques. Emile Roemer, leader du SP, s'oppose à la discipline budgétaire européenne (qui limite le déficit budgétaire à 3% du PIB) et qui, selon lui, bride la relance et accroît le chômage. Les socialistes souhaitent obtenir deux années supplémentaires pour ramener le déficit au-dessous des 3% exigés par le Pacte de stabilité et de croissance européen. Ils prévoient de mettre en place un programme d'investissements de 3 milliards € supplémentaires en 2013 pour relancer l'économie néerlandaise.

Les socialistes sont favorables à la mise en place de mesures protectionnistes et demandent un contrôle démocratique de la Banque centrale européenne (BCE) qui devrait être appelée à stimuler l'économie et à créer des emplois. Opposés à la mise en place d'un fonds d'urgence européen, ils se battent pour la signature par Bruxelles de nouveaux accords sur les conditions de la relance économique et la protection sociale. Le SP souhaite conditionner l'approbation de tout transfert de compétences « vers les technocrates de Bruxelles » à un référendum.

Le 20 août dernier, Emile Roemer a déclaré qu'il dou-

rait de la survie de l'euro à la crise actuelle « *au vu des mesures d'austérité néfastes qui sont prises actuellement* », ajoutant « Je ne suis pas sûr qu'on pourra tout résoudre. Je ne peux pas affirmer que l'on sera en mesure de préserver l'euro, même si je l'espère car notre tourment sera plus grand si on échoue ». Selon lui, « L'Europe doit exister pour les peuples, pas pour les multinationales et le secteur financier. Nous ferons des choix différents. Ce n'est pas le rythme de l'austérité qui compte mais sa qualité ». « Je m'oppose à la feuille de route de Herman van Rompuy qui octroie encore plus de pouvoir aux technocrates de Bruxelles, sans contrôle démocratique, et qui s'assied à la table du secteur financier » a-t-il ajouté. Il assure que s'il arrive au pouvoir, les Pays-Bas ne payeront pas d'amendes à l'Union européenne pour non-respect de la règle des 3% minimum de déficit budgétaire. « *Les gens sont plus importants que les petites règles et s'ils menacent de nous infliger une amende, j'irai gentiment expliquer à Bruxelles et à l'Europe que nous avons affaire à des circonstances qui imposent des investissements* » a-t-il déclaré, ajoutant « *Bruxelles n'a rien à gagner dans une lutte avec les l'un des principaux contributeurs nets de l'Union européenne* ».

« *Si le Parti socialiste entre au gouvernement avec au moins un ou deux autres partis de gauche, les Pays-Bas ne suivront plus l'Allemagne, qui pousse uniquement pour l'adoption de mesures d'austérité* » a affirmé le politologue André Krouwel.

Le Parti de la liberté (PVV) est opposé à l'Union européenne qu'il considère comme une menace pour l'Etat-providence et, au-delà, pour la société et l'identité néerlandaises. Pour son leader Geert Wilders, les élections législatives constituent un véritable référendum sur l'Europe. « *Bruxelles est un monstre antidémocratique, un vampire qui va nous sucer jusqu'à ce que nous devenions une province insignifiante de la grande Europe* » a-t-il déclaré, ajoutant « *Nous avons besoin de nos propres frontières, de notre propre monnaie et de notre propre avenir. D'être le patron chez nous, d'être les patrons dans notre propre pays* ». Le programme du PVV contient deux mesures principales : l'abandon de l'euro au profit du florin, l'ancienne monnaie, et le rapprochement

des Pays-Bas avec la Suisse et la Norvège, deux pays liés par un accord de libre-échange. Geert Wilders tente de se distinguer de son rival de gauche, Emile Roemer, qu'il qualifie de « *plus grand europhile néerlandais* » et dont il aime à rappeler qu'il a demandé un délai pour réduire le déficit budgétaire et que, contrairement à lui, il ne propose pas de quitter l'Union européenne.

Cependant, Geert Wilders semble quelque peu payer son retrait des négociations autour des réformes nécessaires à la réduction du déficit budgétaire du pays en avril dernier. Le Premier ministre sortant Mark Rutte l'a accusé d'avoir fait passer ses propres intérêts avant ceux du pays. Le leader du PVV peut cependant attirer des électeurs libéraux déçus par la politique du gouvernement sortant. « *Je n'exclurais pas que Geert Wilders puisse toujours bénéficier du vote eurosceptique. Si vous êtes de droite et opposé à l'Union européenne, alors vous pouvez in fine choisir le PVV* » affirme Chris Aalberts, politologue de l'université Erasmus de Rotterdam. Pour d'autres analystes politiques, le leader du PVV a atteint son plafond. « *Le problème pour lui est que ce scrutin n'est pas centré sur l'immigration, l'intégration, le foulard et les mosquées ; ces élections législatives se jouent sur l'euro. Geert Wilders essaie bien de faire de l'euro le cœur de son programme mais il n'est pas le seul à le faire* » a indiqué André Krouwel.

### Partis modérés : un « oui, mais... »

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte, seul à prévoir de réduire le déficit budgétaire national en une seule législature, propose de faire de nouvelles économies, notamment dans les secteurs de la protection sociale, de la santé et de la fonction publique entre autres. Il prévoit aussi des investissements dans l'éducation, les infrastructures, la sécurité et des allègements de charges (à hauteur de 5 milliards €). Enfin, Mark Rutte a ainsi promis d'accorder aux actifs une réduction d'impôts de 1 000 €. « *Pour nous c'est clair, ceux qui travaillent doivent en sentir les bénéfices dans leur porte-monnaie. Nous devons réduire les impôts, et non pas les augmenter* » a-t-il indiqué. « *Les Pays-Bas sont depuis toujours*

*une nation de commerçants et c'est pourquoi je me bats en Europe pour un véritable marché européen et une monnaie européenne forte, pour les emplois néerlandais et dans l'intérêt du pays* » a-t-il déclaré. Il promet de travailler pour « *tous les Néerlandais* » et met en garde ses concitoyens contre la catastrophe que serait, selon lui, l'arrivée au pouvoir des socialistes. Tenus de prendre en compte la hausse du sentiment d'hostilité aux réformes demandées à leur pays par l'Union européenne, les libéraux s'élèvent contre la lenteur de la mise en œuvre des réformes en Grèce alors que La Haye est contrainte à un sévère plan d'austérité. Défenseurs d'une rigueur identique pour tous, le VVD exige non pas « *plus d'Europe mais une meilleure Europe* » et s'oppose à toute nouvelle aide financière à Athènes. « *Nous avons aidé les Grecs deux fois, c'est maintenant à eux de montrer qu'ils veulent conserver l'euro. Les Pays-Bas ont été très affectés par la crise de la dette et les seules solutions sont de baisser les impôts, de mettre les finances publiques en ordre et de permettre les investissements* » a affirmé Mark Rutte, qui a promis de bloquer toute nouvelle aide à Athènes s'il conserve le pouvoir le 12 septembre prochain.

Emploi, famille et cohésion sociale, tels sont, selon son leader Sybrand van Haersma Buma, les priorités de l'Appel chrétien-démocrate (CDA). « *Les vraies solutions ne viendront pas des extrêmes. Au bout du compte, les solutions se trouvent au centre, dans une politique réfléchie et raisonnable. Nous optons pour une société active et participative. En temps de crise, nous dépendons davantage les uns des autres. Cela demande une nouvelle morale, avec moins d'Etat, moins de règles, plus d'ouverture aux autres et d'initiatives personnelles et locales* » a-t-il déclaré. Au niveau européen, le programme du CDA demande une discipline budgétaire plus stricte, la nomination d'un commissaire européen en charge de ce sujet, l'indépendance de la Banque centrale européenne et le contrôle européen des banques. Sybrand van Haersma Buma affiche cependant son scepticisme à une semaine du scrutin. Il a indiqué que le rétablissement de son parti, en baisse constante dans les urnes depuis bientôt dix ans, prendrait plusieurs années. Dans un entretien donné au journal *NRC-Handels-*

blad, il anticipe la défaite électorale (perte de 5 à 10 sièges) du CDA. Le leader chrétien-démocrate a exclu de participer à une coalition gouvernementale qui serait soutenue par le Parti de la liberté (PVV).

Pour les travaillistes, les Pays-Bas ont besoin de davantage de temps pour retrouver l'équilibre budgétaire. Selon eux, celui-ci devrait être atteint en 2017. Leur leader Diederik Samson a indiqué qu'il souhaitait renégocier avec le Pacte budgétaire européen auquel il veut voir ajouter des mesures de croissance. « *Je suis passé de l'euro-optimisme à l'euro-réalisme. La génération politique précédente nous reproche parfois de ne pas être assez idéalistes, mais cette génération a été trop naïve. Un certain nombre de mesures doivent être prises d'urgence pour stabiliser l'ensemble, afin que la prochaine génération puisse poursuivre l'unification. Il existe un certain consensus sur la voie à suivre. Nous devons nous diriger vers une union bancaire, la surveillance européenne, un fonds de résolution pour les banques en faillite et, enfin, vers un système européen de garantie des dépôts* » a-t-il déclaré. Par ailleurs, il estime que ses adversaires seront contraints de revenir sur leur promesse de ne plus aider la Grèce. « *Personnellement, je pense qu'Athènes a besoin de plus de temps. Mais même en cas de faillite de la Grèce, les Pays-Bas ne peuvent pas laisser tomber ce pays* » a-t-il affirmé. Le Parti du travail (PvdA) espère obtenir plus de 20 sièges à la Chambre des Etats généraux, le 12 septembre. Un résultat de 25 sièges leur permettrait sans doute de participer au prochain gouvernement.

### Démocrates 66 : le salut par l'Europe

Alexander Pechtold, leader des Démocrates 66, favorables à une plus grande intégration européenne et à une Europe fédérale (« *Nous avons besoin d'une Europe puissante. Une monnaie unique et une économie unique ne peuvent pas se passer de direction unique* » a-t-il déclaré), a vivement critiqué le Premier ministre Mark Rutte pour avoir « *ruiné notre réputation internationale et les intérêts des Pays-Bas* » et fait « *prévaloir les intérêts eurosceptiques du Parti populaire pour la liberté et la démocratie sur l'intérêt national* ». « *Mark Rutte incarne l'immobilisme de ces*

*dernières années. Emile Roemer a un agenda négatif. De cette façon, il se met hors jeu. Les Pays-Bas ont besoin d'un centre progressiste. L'Europe est une réalité. Naturellement, elle n'est pas achevée. Il y a 25 ans, l'Europe était confrontée à la question des rapports est-ouest, maintenant, ce sont les rapports nord-sud qui posent problème. Un contrôle européen des banques va se mettre en place, afin que nous ne soyons pas obligés de croire les Espagnols sur leur bonne foi. Il y a du pain sur la planche : il faut transférer les 40 milliards de subventions à l'agriculture vers la recherche et l'innovation. Il est facile d'afficher une position cynique. Ce n'est pas la mienne* » a déclaré Alexander Pechtold. Il a averti que les Pays-Bas ne pouvaient pas « *après l'échec de l'aventure à droite, se permettre une expérience à gauche* ». « *Notre pays ne peut pas supporter une nouvelle période marquée par le populisme, quelle que soit sa couleur* » a-t-il indiqué dans le quotidien *Volkscrant*. Il souhaite que les Pays-Bas se dotent d'une coalition stable et répète que le vote en faveur des Démocrates 66 est la meilleure façon d'obtenir un tel gouvernement.

Les enquêtes d'opinion de ces dernières semaines plaçaient toutes en tête les libéraux du VVD et les socialistes (SP) ; elles différaient toutefois sur le parti qui arriverait en tête le 12 septembre. Mais les travaillistes (PvdA) ont récemment enregistré une poussée dans les sondages, grâce notamment aux performances de son leader, Diederik Samson, lors des débats télévisés qui l'ont opposé aux autres têtes de liste.

Dans son enquête d'opinion publiée le 3 septembre, l'institut Synovate crédite le VVD de 35 sièges, le PvdA de 30, le SP de 24, le PVV de 18, le CDA et les D66 de 14 chacun. Le Parti des animaux (PvdD) de Marianne Thieme et l'Union chrétienne (CU) dirigée par Arie Slob obtiendraient 4 sièges chacun ; la Gauche verte (GL), de Jolande Sap, 3 et enfin le Parti politique réformé (SGP), conduit par Kees van der Staaij, et 50 Plus, de 2 députés chacun.

« *Etant donné l'état des choses, on n'aura pas de nouveau gouvernement avant la nouvelle année. Cela va prendre du temps pour former une coalition, qui sera, de plus, probablement instable* » a indiqué André Krouwel.

# Nette victoire des partis pro-européens aux élections législatives aux Pays-Bas



## Resultats

Le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) du Premier ministre sortant Mark Rutte est arrivé en tête des élections législatives le 12 septembre aux Pays-Bas. Le VVD, parti libéral, a recueilli 26,5% des suffrages, soit le résultat le plus élevé de son histoire, et a obtenu 41 sièges (+10 par rapport au dernier scrutin législatif du 9 juin 2010). « *C'est une victoire exceptionnelle parce qu'il est le chef de file du plus grand parti au pouvoir. Il y a beaucoup de pays européens où les dirigeants ont perdu des élections lors de cette crise* » analyse Andre Krouwel, politologue à l'université libre d'Amsterdam. Le VVD a devancé de peu le Parti du travail (PvdA) de Diederik Samsom, qui a obtenu 24,7% des voix et 39 sièges (+ 9).

La campagne électorale centrée sur la crise avait tout d'abord profité aux forces d'opposition les plus radicales et hostiles à l'Union européenne (Parti socialiste et Parti de la liberté). Ces derniers jours cependant, les choses avaient évolué et les partis pro-européens avaient regagné du terrain. Ensemble, les libéraux et les travaillistes rassemblent 80 sièges, soit la majorité absolue à la Chambre des Etats généraux, chambre basse du Parlement.

Les partis populistes ont essuyé un net revers. A droite, le Parti de la liberté (PVV) a recueilli 10,1% des suffrages et obtenu 15 sièges (- 9). « *Notre combat est plus que jamais nécessaire aux Pays-Bas. Les problèmes ne feront que croître et les meilleures années du PVV sont devant nous* » a déclaré son leader Geert Wilders. Le Parti socialiste, parti d'extrême gauche dirigé par Emile Roemer, a obtenu 9,6% des voix et 15 sièges (=), soit en dessous de la performance que lui prédisaient les enquêtes d'opinion il y a encore quelques semaines. L'Appel chrétien-démocrate (CDA) a enregistré le plus faible résultat de son histoire : 8,5% des suffrages et 13 sièges (- 8). Son leader Sybrand van Haersma Buma avait anticipé cette défaite, indiquant que le rétablissement de son parti, en baisse constante dans les urnes depuis bientôt 10 ans, prendrait plusieurs années.

Les Démocrates 66 (D66) d'Alexander Pechtold ont recueilli 7,9% des voix et 12 sièges (+ 2). Enfin, la Gauche verte (GL), parti écologiste conduit par Jolande Sap, a reculé, obtenant 2,3% des voix et 3 sièges (- 7).

La participation a été légèrement plus faible que celle enregistrée lors des dernières élections législatives du 9 juin 2010 (- 1,6 point) et s'est élevée à 73,8%.

Les libéraux (VVD) n'ont donc pas *in fine* souffert du soutien parlementaire apporté par le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders au gouvernement, ni de la crise. Le VVD, qui a affiché durant la campagne électorale une plus grande fermeté à l'égard des Etats du sud de l'Europe (« *Nous poursuivons notre proche collaboration avec l'Allemagne et la Finlande pour combattre la crise de l'euro. La Grèce et les autres doivent tenir leurs promesses, ou alors nous ne pouvons pas les aider* » a déclaré Mark Rutte le 12 septembre), reste pour les Néerlandais le plus capable de diriger les Pays-Bas et de faire respecter le pays au sein de l'Union. « *Demain, nous nous mettrons au travail : un gouvernement stable doit être formé au plus vite aux Pays-Bas et je vais y travailler, avec vous, pour que les Pays-Bas sortent plus fort de la crise* » a déclaré le Premier ministre.

**Résultats des élections législatives du 12 septembre 2012 aux Pays-Bas**

Participation : 73,8%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des voix obtenues	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD)</b>	2 467 148	26,5	41
<b>Parti du travail (PvdA)</b>	2 304 882	24,7	39
<b>Parti de la liberté (PVV)</b>	940 364	10,1	15
<b>Parti socialiste (SP)</b>	899 319	9,6	15
<b>Appel chrétien-démocrate (CDA)</b>	796 208	8,5	13
<b>Démocrates 66 (D66)</b>	735 949	7,9	12
<b>Union chrétienne (CU)</b>	291 883	3,1	5
<b>Gauche verte (GL)</b>	214 749	2,3	3
<b>Parti politique réformé (SGP)</b>	196 187	2,1	3
<b>Parti des animaux (PvdD)</b>	178 699	1,9	2
<b>50 Plus</b>	175 323	0,2	0
<b>Autres</b>	70 066	2,5	0

Source : quotidien Volkstrant (<http://verkiezingen.volkstrant.nl/uitslag/resultaten.html> )

Le leader travailliste Diederik Samsom a réussi son pari de redresser son parti et a finalement devancé le Parti socialiste, longtemps donné gagnant du scrutin. Il avait déclaré avant le vote qu'il ne renoncerait à son siège de député que pour le poste de Premier ministre. Pourtant le 12 septembre, il a affirmé : « *Les Pays-Bas ont besoin d'un gouvernement stable aussi tôt que possible. Nous souhaitons y participer du moment que les résultats de ce soir sont fidèlement représentés dans son programme du nouveau gouvernement* ». « *Beaucoup doutaient qu'en si peu de temps, les Pays-Bas repasseraient du populisme à l'honnêteté en reconnaissant que les moments difficiles imposent des choix difficiles. Nous devons aux électeurs de travailler ensemble. Ce pays n'a pas besoin de polarisation mais de cohésion pour les 5 années qui viennent. Pas de divisions, mais de l'unité* » a-t-il ajouté.

« *Totalement inconnu il y a quelques semaines, le nouveau chef des travaillistes s'est montré brillant dans les débats. Il joue sur sa « normalité » comme le président français François Hollande. Il dit: « Re-*

*gardez la France ! Ce sera dur, mais c'est comme ça qu'il faut faire* » » a souligné Andre Krouwel.

Mark Rutte devrait conserver son poste de Premier ministre, fonction qui revient traditionnellement au leader du parti arrivé en tête du scrutin. La reine Beatrix, qui jusqu'alors désignait l'informateur – personnalité chargée de travailler à la formation du gouvernement à l'issue des élections législatives – a été privée de cette compétence qui revient désormais à la Chambre des Etats généraux.

Agé de 45 ans, Mark Rutte est diplômé d'histoire. Il a commencé sa carrière professionnelle chez Unilever où il s'est occupé de ressources humaines avant de devenir en 2002 secrétaire d'Etat à l'Emploi et à la Sécurité sociale dans le gouvernement dirigé par Jan Peter Balkenende (CDA). En 2004, il est nommé secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle et à l'Enseignement supérieur. En 2006, il prend la tête du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) qu'il conduit, le 9 juin 2010, à la victoire aux élections législatives. Il devient, 4 mois plus tard, le premier chef de gouvernement libéral depuis 1913.

Avant le scrutin, Diederik Samsom et Mark Rutte avaient exclu le parti d'une coalition violette (nom donné à l'union des libéraux et des travaillistes) mais les résultats rendent cependant quasi inévitables leur rapprochement et leur association au sein d'une coalition gouvernementale. « *L'union des libéraux et des travaillistes, tous deux pro-européens, dans une coalition de gouvernement est probable au prix de concessions sur leurs programmes électoraux. Les Néerlandais veulent la stabilité. La coalition violette a été très efficace*

*entre 1994 et 2002. En temps de crise, ce sera plus difficile, mais c'est peut-être la seule manière d'imposer des réformes structurelles importantes* » a souligné Andre Krouwel.

Libéraux et travaillistes s'affrontent cependant sur leur vision de l'Europe : les premiers sont partisans de la poursuite d'une politique de grande rigueur quand les seconds critiquent l'austérité imposée par Bruxelles. Les Néerlandais ont en tout cas dit le 12 septembre un « oui » décisif à l'Europe.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.